29-02-1984

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 14 février 1984, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur :

1) un projet d'arrêté royal "concernant la sécurité des conteneurs",

2) un projet d'arrêté royal "donnant effet aux amendements à l'Annexe I de la Convention internationale sur la sécurité des conteneurs, faite à Genève le 2 décembre 1972",

a donné le 17 février 1984 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 14e februari 1984 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over :

1) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de veiligheid van containers",

2) een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij uitwerking wordt verleend aan wijzigingen aangebracht in Bijlage I van de Internationale Overeenkomst voor veilige containers, opgemaakt te Genève op 2 december 1972",

heeft de 17e februari 1984 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS PREALABLES.

I.

L'instruction des demandes d'avis enrôlées sous les n°s L. 16.028/2 et L. 16.029/2 n'a pas pu se dérouler dans des conditions normales. En effet, le fonctionnaire délégué désigné dans la lettre du Ministre se trouvait à l'étranger durant les trois jours impartis au Conseil d'Etat pour donner son avis.

II.

L'article 5 de la loi du 20 août 1981 portant approbation de la Convention internationale sur la sécurité des conteneurs, et des Annexes, faites à Genève le 2 décembre 1972, dispose comme suit :

"Les articles 2, 3 et 4 de la présente loi entrent en vigueur à la date fixée par le Roi".

Les deux arrêtés en projet sont pris en exécution de l'article 2 de la loi.

C'est dans le projet examiné sous le n° L. 16.028/2, qui concerne la sécurité des conteneurs, que le Roi fixe l'entrée en vigueur des articles précités.

Il serait plus logique que la date d'entrée en vigueur de ces articles figure dans l'arrêté qui donne effet aux nouveaux amendements et qui est examiné sous le n° L. 16.029/2. Dans l'un comme dans l'autre arrêté, elle devrait faire l'objet d'un article 1er.

Si elle était maintenue dans le projet L. 16.028/2, l'article 1er devrait figurer sous un intitulé rédigé dans les termes suivants : "Entrée en vigueur des articles 2, 3 et 4 de la loi du 20 août 1981".

.../...

III.

Dans le projet d'arrêté royal examiné sous le n° L. 16.029/2, le Roi exerce une habilitation qui lui est conférée par l'article 2, § 2, de la loi du 20 août 1981.

Il n'est évidemment pas concevable que cette habilitation soit exercée avant l'entrée en vigueur dudit article 2, § 2, ce qui serait le cas si l'arrêté royal dont le projet est examiné sous le n° L. 16.029/2 était publié avant l'expiration du délai de trente jours prévu par l'article 12 du projet d'arrêté royal inscrit sous le n° L. 16.028/2.

Comme le Conseil d'Etat, pour la raison indiquée ci-dessus (observation I), n'est pas parvenu à obtenir une justification de ce délai de trente jours, il ne peut que conclure à la nécessité de revoir la disposition, que celle-ci soit insérée ou non dans le projet examiné sous le n° L. 16.029/2.

1. Projet d'arrêté royal donnant effet aux amendements à l'Annexe I de la Convention internationale sur la sécurité des conteneurs, faite à Genève le 2 décembre 1972 (L. 16.029/2).

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

Au cas où serait suivie la suggestion faite dans l'observation préalable n° II d'introduire dans le présent projet la disposition mettant en vigueur les articles 2, 3 et 4 de la loi du 20 août 1981, la fin de l'alinéa 1er devrait être rédigée comme suit : "notamment l'article 2, § 2, et l'article 5;".

.../...

Les alinéas 2 et 3 gagneraient à être fusionnés. Par ailleurs, la rédaction suivante serait plus conforme à l'usage :

"Considérant que le Comité de la sécurité maritime de l'Organisation maritime internationale a adopté, le 2 avril 1981, des amendements à l'Annexe I de la Convention précitée, et que ces amendements sont entrés en vigueur le 1er décembre 1981, conformément à l'article X de cette Convention;".

+

L'intitulé exact des amendements qui font l'objet de l'arrêté royal d'approbation est "Amendements de 1981 à l'Annexe I de la Convention internationale sur la sécurité des conteneurs (CSC)".

C'est cet intitulé qui devrait introduire la reproduction des amendements.

2. Projet d'arrêté royal concernant la sécurité des conteneurs (L. 16.028/2).

EXAMEN DU TEXTE.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Au a, 2°, dans la définition de "Convention", le membre de phrase "telle qu'elle a été modifiée ultérieurement" est à la fois inexact et superflu; inexact puisque seules les Annexes ont été modifiées; superflu parce que la Convention doit

.../...

être exécutée selon l'état dans lequel elle a été approuvée au moment de cette exécution.

Le 3° définit la "loi" en citant, d'ailleurs de manière incomplète, la loi du 20 août 1981.

Cette disposition est inutile, le seul article du projet qui fasse référence à la loi du 20 août 1981 étant l'article 12, disposition dont le Conseil d'Etat a précisément suggéré qu'elle soit transférée dans l'arrêté dont le projet est examiné sous le n° L. 16.029/2.

Le 5° définit l' "organisme d'agrément" comme "un organisme, un établissement, un service ou une institution reconnu par le Ministre, en vue de l'agrément de conteneurs, de types de conteneur et de conteneurs de série".

En réalité, selon l'article 10, § 2, a, du projet, il ne peut s'agir que d'associations sans but lucratif.

Le 5° serait, dès lors, plus simplement et plus exactement rédigé comme suit :

"5° "Organisme d'agrément": l'association sans but lucratif reconnue par le Ministre, conformément à l'article 10, pour agréer les conteneurs, les types de conteneur et les conteneurs de série"

Dans le texte néerlandais de l'article 1er, a , il y a lieu d'écrire au 2° : "Overeenkomst" au lieu de "Verdrag", et au 4° : ""Overeenkomstsluitende Staat" : de Staat die Partij is bij de Overeenkomst;" au lieu de""Verdragsluitende Staat" : de Staat die Partij is bij het Verdrag;".

.../...

La même observation vaut pour les autres dispositions du projet où figure le mot "Verdrag".

Article 2.

Selon le paragraphe ler, aucun conteneur ne peut être mis en service s'il n'est agréé et il ne peut être agréé que s'il satisfait aux conditions prescrites par les Annexes de la Convention

Le paragraphe ler pourrait, dès lors, être rédigé plus simplement de la manière suivante :

"Aucun conteneur ne peut être mis en service s'il n'est agréé conformément aux règles prescrites dans les Annexes de la Convention".

+

Dans l'alinéa ler du paragraphe 2, les mots "à agréer" sont inutiles. Ils devraient être omis et remplacés par les mots "à un organisme d'agrément". L'alinéa ler devrait dès lors être rédigé comme suit en néerlandais :

"§ 2. De goedkeuring wordt door de eigenaar van de container bij een goedkeuringsorgaan aangevraagd".

A l'alinéa 2 du même paragraphe, les mots "à un organisme d'agrément" devraient être intercalés entre les mots "demander" et "l'agrément".

Au même alinéa,il y a un manque de concordance entre le texte français et le texte néerlandais : les mots "volgens een ontwerp-type" n'ont pas d'équivalent dans le texte français.

+

Si la suggestion faite ci-dessus relativement au paragraphe 2 est suivie, l'alinéa 1er du paragraphe 3 devient inutile.

Quant à l'alinéa 2, il trouverait mieux sa place à l'article 10.

Le paragraphe devrait donc être entièrement omis.

+

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 4 (qui deviendrait le paragraphe 3) :

"Un conteneur ou un type de conteneur ne peut être agréé qu'après un examen exécuté ... (la suite comme au projet)".

Article 3.

La portée de cet article n'est pas claire.

D'une part, tout conteneur agréé dans un Etat contractant doit être muni d'une plaque d'agrément qui fait foi de l'agrément et qui s'impose en Belgique (Convention, Annexe I, Règle 1). Quelle autre preuve de celui-ci peut-on demander ?

D'autre part, la notion d' "autorité belge compétente" devrait être précisée. S'agit-il du chef de district du Service de l'Inspection maritime (voir l'article 8, § 1er) ou de toute autre autorité qualifiée soit pour rechercher les infractions prévues à l'article 4 de la loi du 20 août 1981, soit pour les réprimer ?

Pour la raison exposée dans l'observation préalable I, il n'a pas été possible au Conseil d'Etat d'obtenir une réponse à ces questions.

Article 4.

L'article est précédé de l'intitulé "Réception". En l'occurrence, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les règles qui imposeraient une réception distincte de l'agrément.

Il est donc proposé de supprimer cet intitulé, l'intitulé "Agrément" qui figure avant l'article 2 suffisant à couvrir le contenu des articles 2 à 4.

Pour le surplus, le texte suivant est proposé pour les paragraphes 1er à 3 :

"§ 1er. Tout conteneur doit être présenté, prêt à l'emploi, à l'examen de l'organisme d'agrément.

§ 2. L'organisme d'agrément peut demander les renseignements complémentaires qu'il juge nécessaires.

§ 3. Conformément à la Règle 6 de l'Annexe I de la Convention, le Ministre peut fixer le nombre de conteneurs à présenter à l'organisme d'agrément, ainsi que les modalités de l'examen et des essais".

Article 5.

Les paragraphes 2 et 3 font double emploi avec respectivement la disposition sous 4 et la disposition sous 1 de la Règle 1 de l'Annexe I de la Convention.

Ces paragraphes doivent donc être omis.

En conséquence, le texte suivant est proposé pour l'article 5 :

"Article 5.-

Tout propriétaire d'un conteneur doit faire apposer sur celui-ci la plaque d'agrément aux fins de la sécurité conformément à la Règle 1 de l'Annexe I de la Convention.

S'il s'agit d'un conteneur de série, la plaque d'agrément aux fins de la sécurité peut être apposée par le fabricant.

La plaque ne peut être apposée qu'après la notification au propriétaire ou au fabricant, de l'agrément du conteneur ou du type de conteneur".

Article 6.

L'article fait double emploi avec la disposition sous 1 de la Règle 2 de l'Annexe I de la Convention.

Article 7.

Il serait plus simple et plus correct de rédiger comme suit la deuxième partie de la disposition :

"... mais doivent aussi satisfaire aux conditions de sécurité relatives à la construction et aux essais, prévues en matière de transport de substances dangereuses".

.../...

Article 8.

Le paragraphe 2 trouverait mieux sa place comme paragraphe ler de l'article 9.

Les mots "en question" figurant à la fin de ce paragraphe doivent être omis.

+

L'article IV, 5, de la Convention dispose comme suit :

> "Si un conteneur agréé ne répond pas aux Règles des Annexes I et II, l'Administration intéressée prendra les mesures qu'elle juge nécessaires pour faire en sorte que le conteneur soit conforme auxdites règles ou pour retirer l'agrément".

Le retrait de l'agrément interdit l'utilisation du conteneur. Il s'agit donc d'une mesure qui peut avoir des conséquences importantes.

En se bornant à indiquer que le chef de district prend les mesures adéquates ou retire l'agrément, le projet ne prend qu'une seule mesure d'exécution de la Convention : la désignation de l'autorité compétente. Il conviendrait que les conditions dans lesquelles l'agrément peut être retiré soient précisées, notamment en ce qui concerne le caractère contradictoire de la procédure susceptible d'aboutir au retrait.

Article 9.

L'intitulé "Marque de désaffectation" qui précède l'article peut être supprimé,puisque cette expression figure déjà dans

l'intitulé du chapitre III.

Au paragraphe 2, devenant le paragraphe 3, la fin du texte serait plus simplement rédigée comme suit :

"... sauf si une autorisation a été délivrée à cette fin par le chef de district du Service de l'Inspection maritime qui peut imposer des conditions visant à assurer la sécurité du transport".

Article 10.

L'organisme d'agrément doit être constitué en association sans but lucratif. Il importe peu, dès lors, qu'elle soit dénommée "organisme, établissement, service ou institution", ces appellations ne pouvant que créer une certaine confusion.

Le texte proposé ci-après tend à simplifier la rédaction des paragraphes 1er et 2 :

"§ 1er. Le Ministre peut reconnaître comme organisme d'agrément, toute association sans but lucratif, dotée de la personnalité juridique par application de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, qui satisfait aux conditions suivantes :

1. l'association sans but lucratif doit être, par ses statuts, son organisation, son administration et son financement, totalement indépendante des fabricants, commerçants, opérateurs, loueurs ou réparateurs de conteneurs, ainsi que de toute personne, organisme, association, service ou établissement ayant un intérêt dans l'obtention d'un agrément de conteneur;

.../...

2. elle doit disposer de moyens qui lui permettent de justifier d'une connaissance et d'une compétence suffisantes en matière de technique de construction, d'utilisation et d'entretien des conteneurs et notamment disposer d'un personnel qualifié pour effectuer les tâches se rapportant à l'essai et à l'inspection des conteneurs;

3. elle doit avoir souscrit une assurance couvrant adéquatement sa responsabilité civile à l'égard des personnes qui font appel à ses services conformément au présent arrêté;

4. elle doit s'être engagée à garder les dossiers relatifs aux conteneurs agréés et à les communiquer à l'autorité belge compétente à la demande de celle-ci (1);

§ 2. Lorsqu'un organisme reconnu ne satisfait plus aux conditions mentionnées au paragraphe 1er, le Ministre peut retirer la reconnaissance, l'organisme d'agrément entendu.

§ 3. Le Ministre détermine la manière dont la demande de reconnaissance est introduite, les renseignements à fournir à l'appui de cette demande, ainsi que les modalités selon lesquelles la reconnaissance est octroyée ou retirée" (2).

.../...

---

(1) Le Conseil d'Etat n'est pas parvenu à obtenir de précision sur le délai de conservation.
Quant à l' "autorité belge compétente", on se reportera à l'observation faite à propos de l'article 3.

(2) On observera que le texte proposé ne reprend plus la disposition selon laquelle l'organisme "agrée au nom de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure" (article 2, § 3, alinéa 1er, de l'arrêté en projet). Le Conseil d'Etat n'a, en effet, pas aperçu la portée de cette disposition, ni sa compatibilité avec l'appendice de l'Annexe I de la Convention.

Article 11.

Si le Conseil d'Etat ne s'est pas mépris sur l'intention de l'auteur du texte, l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 11.-

Doit être agréé et pourvu d'une plaque d'agrément aux fins de la sécurité conformément à la Règle 10 de l'Annexe I de la Convention, tout conteneur en service à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et qui :

a) soit a été construit avant le 7 septembre 1977 ou agréé avant cette date, et pourvu d'une plaque d'agrément aux fins de la sécurité conformément à la Règle 9.1 ou à la Règle 9.2 de l'Annexe I de la Convention;

b) soit a été construit entre le 6 septembre 1977 et le 6 septembre 1982 sans avoir été agréé au moment de la fabrication".

Article 12.

Comme la suggestion en a déjà été faite dans l'observation préalable II, la disposition pourrait être réduite à la mise en vigueur de l'arrêté en projet lui-même.

En ce qui concerne la coordination entre la mise en vigueur du présent arrêté et la mise en vigueur des articles 2, 3 et 4 de la loi du 20 août 1981, on se reportera à l'observation préalable III.

.../...

OBSERVATION FINALE.

Les textes qui seraient revus à la suite des observation ci-avant devront, surtout dans leur version française, être rédigés dans une langue correcte, ce qui est loin d'être le cas pour les projets examinés.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

I.

De onder de nrs L. 16.028/2 en L. 16.029/2 geregistreerde adviesaanvragen zijn niet in normale omstandigheden behandeld kunnen worden. De gemachtigde ambtenaar die in de brief van de Minister was aangewezen, bevond zich immers in het buitenland gedurende de drie dagen die de Raad van State voor het uitbrengen van zijn advies werden toegemeten.

II.

Artikel 5 van de wet van 20 augustus 1981 houdende goedkeuring van de Internationale Overeenkomst voor veilige containers, en van de Bijlagen, opgemaakt te Genève op 2 december 1972, bepaalt het volgende :

"De artikelen 2, 3 en 4 van deze wet treden in werking op de door de Koning vastgestelde datum".

De twee ontwerp-besluiten worden vastgesteld ter voldoening aan artikel 2 van die wet.

De inwerkingtreding van de voormelde artikelen wordt door de Koning vastgesteld in het onder nr L. 16.028/2 onderzochte ontwerp, hetwelk betrekking heeft op de veiligheid van containers.

Het zou logischer zijn dat de datum waarop die artikelen in werking treden, zou staan in het besluit dat uitwerking verleent aan de nieuwe wijzigingen, welk besluit onder

.../...

nr L. 16.029/2 is onderzocht. Zowel in het ene als in het andere besluit zou die datum in een artikel 1 moeten worden bepaald.

Indien hij in het ontwerp L. 16.028/2 blijft, behoort artikel 1 onder een aldus geredigeerd opschrift te staan : "Inwerkingtreding van de artikelen 2, 3 en 4 van de wet van 20 augustus 1981".

III.

Met het onder nr L. 16.029/2 onderzochte ontwerp van koninklijk besluit oefent de Koning een bevoegdheid uit die hem bij artikel 2, § 2, van de wet van 20 augustus 1981 is verleend.

Het is uiteraard niet denkbaar dat die bevoegdheid uitgeoefend zou worden voordat het genoemde artikel 2, § 2, in werking treedt, hetgeen het geval zou zijn als het koninklijk besluit waarvan het ontwerp onder nr L. 16.029/2 wordt onderzocht, bekendgemaakt werd vóór het verstrijken van de termijn van dertig dagen waarin voorzien wordt bij artikel 12 van het onder nr L. 16.028/2 geregistreerde ontwerp van koninklijk besluit.

Daar het de Raad van State om de hierboven opgegeven reden (opmerking I) niet mogelijk geweest is om enige motivering van die termijn van dertig dagen te verkrijgen, moet hij wel concluderen dat de bepaling nodig moet worden herzien, ongeacht of zij al of niet in het onder nr L. 16.029/2 onderzochte ontwerp wordt opgenomen.

.../...

1. Ontwerp van koninklijk besluit waarbij uitwerking wordt verleend aan de wijzigingen aangebracht in bijlage I van de Internationale Overeenkomst voor veilige containers, opgemaakt te Genève op 2 december 1972 (L. 16.029/2).

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

Ingeval ingegaan wordt op de in de voorafgaande opmerking nr II gegeven wenk om de bepaling waarbij de artikelen 2, 3 en 4 van de wet van 20 augustus 1981 in werking worden gesteld in dit ontwerp op te nemen, zou het einde van het eerste lid als volgt geredigeerd moeten worden : "inzonderheid op artikel 2, § 2, en op artikel 5;".

Het tweede en het derde lid kunnen beter worden samengevoegd. De volgende redactie zou overigens meer in overeenstemming zijn met wat gebruikelijk is :

"Overwegende dat het Maritiem Veiligheidscomité van de Internationale Maritieme Organisatie op 2 april 1981 een aantal wijzigingen aan Bijlage I van de voornoemde Overeenkomst heeft aangenomen en dat die wijzigingen, overeenkomstig artikel X van die Overeenkomst, van kracht zijn geworden op 1 december 1981;".

+

Het juiste opschrift van de wijzigingen die het onderwerp zijn van het koninklijk goedkeuringsbesluit, luidt : "Wijzigingen van 1981 aan Bijlage I van de Internationale Overeenkomst voor veilige containers (CSC)".

.../...

Dat is het opschrift dat aan de overgenomen tekst van de wijzigingen zou moeten voorafgaan.

2. Ontwerp van koninklijk besluit betreffende de veiligheid van containers (L. 16.028/2).

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In a, 2°, is het zinsdeel "zoals nadien gewijzigd" in de definitie van "Verdrag" zowel onjuist als overbodig; het is onjuist omdat alleen de Bijlagen werden gewijzigd; overbodig omdat de Overeenkomst uitvoering dient te krijgen in de staat waarin zij ten tijde van die uitvoering is goedgekeurd.

In 3° wordt een definitie van "wet" gegeven en wordt de wet van 20 augustus 1981, overigens onvolledig, aangehaald.

Die bepaling is onnodig daar het enige artikel van het ontwerp dat naar de wet van 20 augustus 1981 verwijst, artikel 12 is, een bepaling in verband waarmee de Raad van State heeft voorgesteld dat zij zou worden overgeheveld naar het onder nr L. 16.029 onderzochte ontwerp.

Onder 5° wordt het "goedkeuringsorganisme" gedefinieerd als "een organisme, een vereniging, een dienst of een instelling, erkend door de Minister voor het goedkeuren van containers, van type containers en serie modellen van een type container".

In werkelijkheid kan het volgens artikel 10, § 2, a, van het ontwerp slechts gaan om verenigingen zonder winstoogmerk.

De tekst onder 5° zou derhalve eenvoudiger en juister als volgt kunnen worden geredigeerd :

"5° "Goedkeuringsorgaan" : de vereniging zonder winstoogmerk die overeenkomstig artikel 10 door de Minister is erkend voor het goedkeuren van containers, type containers en seriemodellen van een type container".

In de Nederlandse tekst van artikel 1, a, schrijve men onder 2° : "Overeenkomst" in plaats van "Verdrag", en onder 4° : ""Overeenkomstsluitende Staat" : de Staat die Partij is bij de Overeenkomst;" in plaats van ""Verdragsluitende Staat" : de Staat die Partij is bij het Verdrag;".

Ook in de andere bepalingen van het ontwerp vervange men "Verdrag" door "Overeenkomst".

Artikel 2.

Volgens paragraaf 1 mag geen enkele container in gebruik worden genomen als hij niet is goedgekeurd en kan hij alleen worden goedgekeurd als hij voldoet aan de vereisten van de Bijlagen van de Overeenkomst.

Het zou dan ook eenvoudiger zijn paragraaf 1 als volgt te stellen :

"Geen container mag in gebruik worden genomen als hij niet overeenkomstig de bepalingen van de Bijlagen van de Overeenkomst is goedgekeurd".

+

/..

In het eerste lid van paragraaf 2 zijn de woorden "goed te keuren" overbodig. Zij zouden moeten vervallen en vervangen moeten worden door de woorden "bij een goedkeuringsorgaan". Het eerste lid behoort dan aldus geredigeerd te worden :

"§ 2. De goedkeuring wordt door de eigenaar van de container bij een goedkeuringsorgaan aangevraagd".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf behoren de woorden "bij een goedkeuringsorgaan" te worden ingevoegd tussen de woorden "fabrikant" en "de goedkeuring".

In hetzelfde lid is er een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst : de woorden "volgens een ontwerp-type" hebben geen equivalent in de Franse tekst.

+

Indien wordt ingegaan op het voorstel dat zoëven ten aanzien van paragraaf 2 is gedaan, wordt het eerste lid van paragraaf 3 overbodig.

Het tweede lid van zijn kant hoort veeleer thuis in artikel 10.

De paragraaf zou dus volledig moeten vervallen.

+

Voor paragraaf 4 (die paragraaf 3 zou worden) wordt de volgende formulering voorgesteld :

"Een container of type container kan eerst na keuring overeenkomstig de bepalingen van de Bijlagen I en II van de Overeenkomst en van artikel 4, worden goedgekeurd".

Artikel 3.

Het is niet duidelijk wat de strekking van dat artikel is.

Enerzijds dient iedere container die in een Overeenkomstsluitende Staat is goedgekeurd, voorzien te zijn van een keurplaat die geldt als bewijs van de keuring en die in België verplicht is (Overeenkomst, Bijlage I, Bepaling 1). Welk ander bewijs van die keuring kan nog worden gevraagd ?

Anderzijds zou het begrip "bevoegde Belgische overheid" verduidelijkt moeten worden. Gaat het om het districtshoofd van de Dienst van de Zeevaartinspectie (zie artikel 8, § 1) of om iedere andere overheid die bevoegd is, ofwel om de in artikel 4 van de wet van 20 augustus 1981 bedoelde overtredingen op te sporen, ofwel om ze te bestraffen ?

Om de reden die in de voorafgaande opmerking I is opgegeven, heeft de Raad van State op die vragen geen antwoord kunnen krijgen.

.../...

Artikel 4.

Het artikel wordt voorafgegaan door het opschrift "Keuring". Het is de Raad van State hier niet duidelijk welke bepalingen een andere keuring dan de goedkeuring zouden opleggen.

Er wordt dan ook voorgesteld dat opschrift te laten vervallen daar het opschrift "Goedkeuring" boven artikel 2 voldoende is om de inhoud van de artikelen 2 tot 4 te omvatten.

Voorts wordt voor de paragrafen 1 tot 3 de volgende tekst voorgesteld :

"§ 1. De containers moeten in bedrijfsklare staat voor keuring ter beschikking van het goedkeuringsorgaan worden gesteld.

§ 2. Het goedkeuringsorgaan kan de aanvullende inlichtingen vragen die het nodig acht.

§ 3. De Minister kan overeenkomstig Bepaling 6 van Bijlage I van de Overeenkomst bepalen hoeveel containers ter beschikking van het goedkeuringsorgaan moeten worden gesteld alsook op welke wijze de controle en de beproeving geschieden".

Artikel 5.

De paragrafen 2 en 3 vormen een doublure met respectievelijk het bepaalde onder 4 en het bepaalde onder 1 van Bepaling 1 van Bijlage I van de Overeenkomst.

Die paragrafen dienen bijgevolg te vervallen.

.../...

Derhalve wordt de volgende tekst voorgesteld voor artikel 5 :

"Artikel 5.-

Iedere eigenaar van een container moet daarop de veiligheidskeurplaat doen aanbrengen overeenkomstig Bepaling 1 van Bijlage I van de Overeenkomst.

Gaat het om seriemodellen van een type container, dan mag de veiligheidskeurplaat door de fabrikant worden aangebracht.

De plaat mag slechts worden aangebracht nadat aan de eigenaar of aan de fabrikant kennis is gegeven van de goedkeuring van de container of van de type container".

Artikel 6.

Het artikel vormt een doublure met het bepaalde onder 1 van Bepaling 2 van Bijlage I van de Overeenkomst.

Artikel 7.

Het zou eenvoudiger en juister zijn het tweede gedeelte van de bepaling als volgt te redigeren :

"... maar moeten ook voldoen aan de veiligheidsvoorwaarden die betrekking hebben op de constructie en de beproevingen, voorgeschreven inzake het vervoer van gevaarlijke stoffen".

.../...

Artikel 8.

Paragraaf 2 zou beter in artikel 9 staan als paragraaf 1.

Het woord "betrokken", dat voorkomt aan het slot van die paragraaf, dient te vervallen.

+

Artikel IV, 5, van de Overeenkomst luidt :

"Indien een goedgekeurde container in feite niet voldoet aan de voorschriften van de Bijlagen I en II, dient de betrokken Administratie de door haar noodzakelijk geachte maatregelen te nemen opdat de container alsnog gaat voldoen aan die voorschriften, of die goedkeuring in te trekken".

Intrekking van de goedkeuring houdt verbod in om de container nog verder te gebruiken. Het gaat dus om een maatregel die belangrijke gevolgen kan hebben.

Door enkel te bepalen dat het districtshoofd de passende maatregelen neemt of de goedkeuring intrekt, treft het ontwerp slecht één enkele maatregel tot uitvoering van de Overeenkomst : de aanwijzing van de bevoegde overheid. De voorwaarden waaronder de erkenning kan worden ingetrokken, zouden nader moeten worden bepaald, inzonderheid wat betreft het contradictoir karakter van de procedure die tot de intrekking kan leiden.

Artikel 9.

Het opschrift "Afkeuringsmerk" dat aan het artikel voorafgaat, kan vervallen daar die term reeds voorkomt in het opschrift van hoofdstuk III.

In paragraaf 2, die paragraaf 3 wordt, kan het slot van de tekst eenvoudiger als volgt worden geredigeerd :

"... tenzij daartoe een vergunning is afgegeven door het districtshoofd van de Dienst van de zeevaartinspectie, die voorwaarden kan opleggen met het oog op de veiligheid van het vervoer".

.../...

Artikel 10.

Het goedkeuringsorgaan moet zijn opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk. Het doet er derhalve weinig toe dat het "organisme, vereniging, dienst of instelling" wordt genoemd. Die benamingen kunnen enkel verwarrend werken.

De hierna voorgestelde tekst beoogt de redactie van de paragrafen 1 en 2 te vereenvoudigen :

"§ 1. De Minister kan als goedkeuringsorgaan erkennen, iedere vereniging zonder winstoogmerk, die rechtspersoonlijkheid bezit overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, en die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1. de vereniging zonder winstoogmerk moet door haar statuten, haar inrichting, haar bestuur en haar financiering, volledig onafhankelijk zijn van de fabrikanten van, handelaars in, operateurs, verhuurders of herstellers van containers, alsmede van iedere persoon, ieder orgaan, iedere vereniging, dienst of instelling, die bij het verkrijgen van een containergoedkeuring belang heeft;

2. zij moet beschikken over middelen waardoor ze kan doen blijken van een voldoende kennis en bevoegdheid inzake constructietechniek, gebruik en onderhoud van containers, en inzonderheid over personeel dat bevoegd is om de taken te verrichten die verband houden met de beproeving en de inspectie van containers;

3. haar burgerrechtelijke aansprakelijkheid ten opzichte van de personen die overeenkomstig dit besluit een beroep doen op haar diensten, moet afdoend gedekt zijn door een verzekering;

4. zij moet er zich toe verbonden hebben de dossiers betreffende de goedgekeurde containers te bewaren en ze ter inzage te geven aan de bevoegde Belgische overheid als deze erom verzoekt (1);

§ 2. Wanneer een erkend orgaan niet meer voldoet aan de in paragraaf 1 vermelde voorwaarden, kan de Minister de erkenning intrekken na het goedkeuringsorgaan te hebben gehoord.

§ 3. De Minister bepaalt de wijze waarop de erkenningsaanvraag wordt ingediend, de inlichtingen die moeten worden verstrekt tot staving van die aanvraag, alsmede de nadere regelen volgens welke de erkenning wordt verleend of ingetrokken" (2).

.../...

---

(1) De Raad van State heeft geen nadere toelichting kunnen krijgen over de bewaringstermijn.
Wat betreft de "bevoegde Belgische overheid" : zie de opmerking bij artikel 3.

(2) Men merke op dat de voorgestelde tekst niet meer de bepaling herhaalt luidens welke het orgaan "goedkeurt namens het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart" (artikel 2, § 3, eerste lid, van het ontworpen besluit). De draagwijdte van die bepaling en de bestaanbaarheid ervan met het aanhangsel van Bijlage I van de Overeenkomst, waren de Raad van State immers niet duidelijk.

Artikel 11.

Behoudens misvatting vanwege de Raad van State omtrent de bedoeling van de steller van de tekst, zou het artikel beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 11.-

Goedkeuring behoeft en van een veiligheidskeurplaat moet worden voorzien overeenkomstig Bepaling 10 van Bijlage 1 van de Overeenkomst, iedere container die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in gebruik is en die :

a) ofwel vervaardigd is vóór 7 september 1977 of vóór die datum goedgekeurd is, en voorzien is van een veiligheidskeurplaat overeenkomstig Bepaling 9.1. of Bepaling 9.2. van Bijlage I van de Overeenkomst;

b) ofwel vervaardigd is tussen 6 september 1977 en 6 september 1982, maar op het tijdstip van de fabricage niet goedgekeurd werd".

Artikel 12.

Zoals reeds in overweging is gegeven in de voorafgaande opmerking II, zou de bepaling kunnen worden beperkt tot de inwerkingstelling van het ontworpen besluit zelf.

Wat betreft de coördinatie tussen de inwerkingstelling van dit besluit en de inwerkingstelling van de artikelen 2, 3 en 4 van de wet van 20 augustus 1981, zie de voorafgaande opmerking III.

.../...

SLOTOPMERKING.

De teksten die ingevolge de hiervoren gemaakte opmerkingen mochten worden herzien, behoren, vooral in het Frans, in een onberispelijke taal te worden gesteld. De onderzochte ontwerpen laten op dat gebied nogal te wensen over.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

Ch. HUBERLANT,
P. FINCOEUR,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.